Symposium international sur l'interculturalisme

DIALOGUE QUÉBEC-EUROPE

Montréal

Du 25 au 27 mai 2011

Notices biographiques

Conférenciers • Présidents de séance • Membres du conseil de direction • Organisateurs

Maryse ALCINDOR



Maryse Alcindor est née à Port-au-Prince en 1950. Elle est titulaire d'un baccalauréat en pédagogie (1966) de l'Université de Montréal, d'une maîtrise en histoire (1978) de l'UQAM, ainsi que d'une licence en droit (1980) de l'Université de Montréal. Elle a été admise au Barreau du Québec en 1981.

En 1987, elle a fait partie du comité police-minorités institué par la Commission des droits de la personne, où elle a su transformer les services policiers. En 1993, elle a établi, entre la Commission des droits de la personne du Québec et l'Institut international des droits de l'Homme de Strasbourg, un partenariat pour l'organisation conjointe d'une université d'été portant sur l'éducation aux droits et se tenant annuellement dans la capitale de l'Union européenne. Au milieu des années 1990, elle rédigeait le percutant rapport de la Commission nationale Vérité et Justice pour la république d'Haïti.

Dans les années 2000, Mme Alcindor a été la première femme noire à occuper un poste de sous-ministre dans l'administration publique québécoise et, dans ce cadre, à proposer des politiques et orientations en matière d'immigration au Québec.

Aujourd'hui, Maryse Alcindor demeure active auprès de plusieurs organismes voués à la coopération internationale, telle la Fondation Paul-Gérin-Lajoie. Elle a été nommée Officière de l'Ordre national du Québec en 2010.

Frédérique AST



Docteure en droit, Frédérique Ast est juriste senior auprès du Défenseur des droits (ex-Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité). Elle instruit les réclamations individuelles des victimes et est rapporteure sur des dossiers relatifs à toutes les formes de discrimination (sexe, origine, handicap, santé, orientation sexuelle, religion, situation de famille).

Frédérique Ast a développé une expertise en matière de droit européen et français des discriminations et notamment des discriminations religieuses. Elle est l'auteure de nombreuses publications sur ces thématiques. En dernier lieu, elle a publié un article intitulé « La contribution du droit de la non-discrimination au pluralisme religieux : regards croisés des juridictions européennes et françaises et de la HALDE » (in Duarte B., *Manifester sa religion : droits et limites*, Fév. 2011, L'Harmattan, Paris). Elle a aussi contribué, au sein du Conseil de l'Europe, à la rédaction d'un guide méthodologique sur les compétences interculturelles dans les services publics (à paraître en 2011). Elle est récemment intervenue dans un séminaire organisé par les Universités de Cadix et de Bilbao à propos des implications de la diversité religieuse sur les politiques publiques en France, au Québec et en Espagne.

Elle organise en septembre prochain à Paris une conférence sur les discriminations religieuses en Europe.



Gabriella BATTAINI-DRAGONI

Responsable-adjointe pour l'Europe d'*Interculturalisme 2011*

Gabriella Battaini-Dragoni est Directrice Générale de l'Éducation, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport au Conseil de l'Europe. En 2005, Madame Battaini-Dragoni a été nommée Coordinatrice pour le Dialogue Interculturel et, à ce titre, a été responsable de la préparation du Livre Blanc du Conseil de l'Europe sur le Dialogue interculturel, adopté le 7 mai 2008 au niveau ministériel, premier document de ce genre au niveau international, et de la Campagne du Conseil de l'Europe « Dites NON à la discrimination ».

Madame Battaini-Dragoni est régulièrement invitée comme intervenante aux Nations Unies, à l'OCDE, à l'OSCE et aux réunions de l'Union européenne. Le site www.coe.int/T/F/c présente de plus amples informations sur la Direction Générale de l'Éducation, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport.



Ahmed BENBOUZID

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Ahmed Benbouzid est directeur du Développement social à la conférence régionale des élus de Montréal après avoir été directeur général du Carrefour jeunesse emploi du Centre-Nord de Montréal. Il a été président du Comité aviseur sur les relations interculturelles de Montréal (CARIM) (1996-2000), membre du conseil interculturel de Montréal et administrateur au Centre de recherche-action sur les relations raciales (1999-2001). M. Benbouzid siège, au nom de la conférence regionale des élus de Montreal, à plusieurs instances régionales, dont le conseil régional des partenaires du marché de travail (CRPMT).

M. Benbouzid œuvre particulièrement dans les champs du développement régional et local, de l'immigration, de l'intégration et des relations interculturelles ainsi que du développement de l'employabilité et de l'entrepreneuriat.

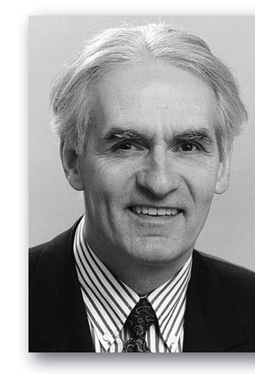


Pierre BOSSET

Membre du Barreau, Pierre Bosset est entré à la Commission des droits de la personne du Québec en 1985, où il a travaillé durant vingt-deux ans. Il est l'auteur de nombreuses études touchant les droits fondamentaux : notion de discrimination indirecte, liberté d'expression et propagande haineuse, droits économiques et sociaux comme « parents pauvres » de la Charte québécoise des droits, aménagement juridique de la diversité culturelle et religieuse, y compris les notions d'accommodement raisonnable et de neutralité de l'État en matière religieuse. Me Bosset fut, en particulier, l'auteur d'avis officiels qui auront un grand retentissement, notamment sur le port du hidjab à l'école publique et sur la place de la religion dans l'espace public.

Professeur de droit public à l'Université du Québec à Montréal depuis 2007, Me Bosset enseigne les droits et libertés de la personne, le droit constitutionnel et le droit international public. En 2007-2008, il a été membre du comité-conseil de la Commission Bouchard-Taylor.

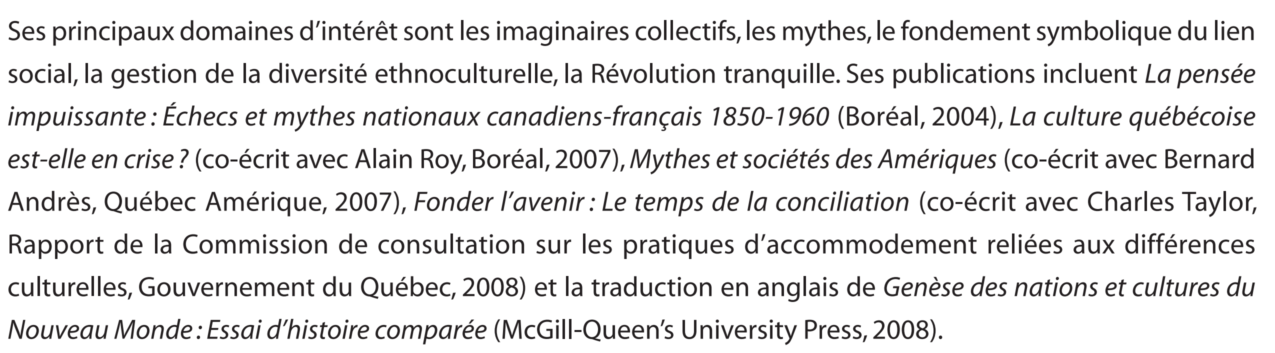
Il a publié *La discrimination indirecte dans le domaine de l'emploi* (Éditions Yvon Blais, 1989) et codirigé plusieurs ouvrages collectifs, dont *Citoyenneté et droits fondamentaux : une citoyenneté limitée, fragmentée, illusoire ?* (Éditions Thémis, 2000). Avec la professeure Lucie Lamarche, il prépare la publication d'un ouvrage collectif qui s'intitulera *Donner droit de cité aux droits économiques, sociaux et culturels : la Charte québécoise des droits en chantier*.



Gérard BOUCHARD

Responsable d'*Interculturalisme 2011*

Historien et sociologue, Gérard Bouchard est professeur au département des Sciences humaines à l'Université du Québec à Chicoutimi et titulaire d'une Chaire de recherche du Canada. Il est également membre du programme de recherche « Société réussies » de l'Institut Canadien de Recherches Avancées.



Ses principaux domaines d'intérêt sont les imaginaires collectifs, les mythes, le fondement symbolique du lien social, la gestion de la diversité ethnoculturelle, la Révolution tranquille. Ses publications incluent *La pensée impuissante : Échecs et mythes nationaux canadiens-français 1850-1960* (Boréal, 2004), *La culture québécoise est-elle en crise ?* (co-écrit avec Alain Roy, Boréal, 2007), *Mythes et sociétés des Amériques* (co-écrit avec Bernard Andrès, Québec Amérique, 2007), *Fonder l'avenir : Le temps de la conciliation* (co-écrit avec Charles Taylor, Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Gouvernement du Québec, 2008) et la traduction en anglais de *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : Essai d'histoire comparée* (McGill-Queen's University Press, 2008).

En plus de nombreux ouvrages, il a publié plus de 270 articles. Il a également reçu de nombreuses distinctions dont la Légion d'Honneur de France.





Dounia BOUZAR

Ancienne éducatrice à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Dounia Bouzar est docteure en anthropologie du fait religieux. Sa spécialisation porte sur la réappropriation de l'islam par les jeunes nés en France et socialisés à l'école de la République. Personnalité qualifiée du Conseil Français du Culte Musulman, elle est l'auteure de nombreux ouvrages. Son travail a été primé par l'Académie des Sciences Morales et Politiques et elle a été désignée « héroïne européenne » par le Time Magazine pour son travail novateur sur l'islam.

En 2008, elle fonde avec sa fille le centre d'Etudes Cultes et Cultures Consulting. Les deux premières enquêtes (gestion du fait musulman dans les entreprises et dans les services publics) viennent d'être publiées chez Albin Michel : « Allah a-t-il sa place en entreprise ? » et « La République ou la burqa, les services publics face à l'islam manipulé ». Les éditions Eyrolles lui ont commandé un guide « Laïcité mode d'emploi » pour répondre à 42 situations en entreprise et en service public. Depuis, elle intervient auprès de plusieurs entreprises et collectivités territoriales pour établir des critères de gestion de la diversité religieuse et d'application de la laïcité au quotidien.



Emmanuelle BRIBOSIA

Emmanuelle Bribosia est professeure à l'Institut d'Études européennes et à la Faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles. Ses enseignements portent sur le droit européen, la protection internationale et européenne des droits de la personne et l'approche juridique des discriminations. Depuis 2007, elle est directrice du département juridique de l'Institut d'Études européennes et du Master complémentaire en droit européen.

Au plan de la recherche, elle a développé, depuis une dizaine d'années, en collaboration avec Isabelle Rorive, un pôle de recherche sur le droit de l'égalité, de la non-discrimination et l'approche juridique de la diversité. À ce titre, elle est l'une des co-promotrices de l'action de recherche concertée (A.R.C.) transdisciplinaire, *L'étranger et l'autre à l'épreuve des transformations normatives et identitaires en Europe* (2006-2011). Parmi ses publications récentes liées à la thématique du Symposium, on relèvera l'article rédigé en collaboration avec Julie Ringelheim et Isabelle Rorive, *Reasonable Accommodation for Religious Minorities: A Promising Concept for European Antidiscrimination Law?*, (*Maastricht Journal of European and Comparative Law*, Vol. 17, n° 2, pp. 137-161) et le Rapport thématique intitulé *Towards a balance between right to equality and fundamental rights – À la recherche d'un équilibre entre le droit à l'égalité et d'autres droits fondamentaux* (avec I. Rorive), (rédigé dans le cadre du *European Network of Legal Experts in the Antidiscrimination Field,* 2010, 72 p.).



Ted CANTLE

Ted Cantle a occupé plusieurs postes de direction dans la fonction publique en Grande-Bretagne au niveau local et au niveau national. Ses champs de compétence portent notamment sur les questions sociales et environnementales, ainsi que sur l'enjeu de la revitalisation urbaine. De 1990 à 2001, il a dirigé le Conseil municipal de Nottingham et a travaillé au sein de plusieurs organismes liés aux domaines de la santé, du logement, des travaux publics, des médias et de l'environnement.

Au mois d'août 2001, le ministre de l'Intérieur lui a confié le mandat de superviser une enquête sur les causes des émeutes ayant secoué, cet été-là, plusieurs villes et municipalités dans le nord de la Grande-Bretagne. Son rapport – connu sous le nom de « Rapport Cantle » – met de l'avant la notion de « cohésion communautaire » et promeut un modèle positif de gestion de la diversité fondé sur les interactions. Adopté par le gouvernement, le rapport fut accueilli comme une critique de la politique multiculturelle associée aux « vies parallèles » et à la séparation des communautés.

Ted Cantle est professeur à l'Institute of Community Cohesion (iCoCo). Soutenu par plusieurs ministères, le milieu des affaires ainsi que divers organismes non gouvernementaux, l'institut iCoCo est le chef de file dans la promotion de la cohésion communautaire en Grande-Bretagne, où il cherche à développer des pratiques positives, joue un rôle d'organisme-conseil et mène des travaux de recherche. En 2004, Ted Cantle s'est mérité le titre de Commandeur de l'Ordre de l'empire britannique. Il a publié *Community Cohesion: A New Framework for Race and Diversity* chez Palgrave Macmillan (nouvelle édition révisée en 2008).



Linda CARDINAL

Linda Cardinal est professeure à l'École d'études politiques et titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques de l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur les rapports entre langue et politique, l'action collective des minorités linguistiques, les débats sur l'identité et la citoyenneté au Canada et au Québec et l'histoire des idées au Québec et au Canada francophone. Elle a publié de nombreux articles et dirigé plusieurs ouvrages sur ces thèmes.

Elle a récemment dirigé le numéro spécial de *Politique et Sociétés* sur le thème *Minorités, langue et politique* (2010) et *Le fédéralisme asymétrique et les minorités linguistiques et nationales* (Prise de parole, 2008). Elle a été présidente de la Société québécoise de science politique de 2008 à 2009. Elle préside le comité Langue et Politique de l'Association internationale de science politique.



Marie-Thérèse CHICHA

Marie-Thérèse Chicha, (Ph.D. Economics, McGill) est professeure titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal. Elle agit comme experte en matière de politiques d'égalité auprès du Bureau international du travail (Genève). Elle est chercheure au Centre Immigration et métropoles ainsi qu'au Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CÉETUM) et chercheure associée à la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC). Elle a été invitée à titre d'experte en politiques d'égalité par divers organismes et gouvernements (France, Danemark, Belgique, Suède, Maroc) ainsi que dans le cadre du programme EQUAL au Portugal et en Ukraine. Elle a été professeure invitée au Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail, à Turin en 2007.

Elle a publié notamment : *Le mirage de l'égalité. Les immigrées hautement qualifiées à Montréal*, FCRR, Toronto, 2009; *Genre, migration et déqualification : des trajectoires contrastées. Étude de cas de travailleuses migrantes à Genève*. Cahiers des migrations internationales, n° 97, BIT, Genève (avec Eva Deraedt), 2009; *Promouvoir l'équité salariale au moyen de l'évaluation non sexiste des emplois : guide de mise en œuvre*, BIT, 2008.





Yasmina CHOUAKRI

Yasmina Chouakri est responsable du volet femmes à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), présidente de l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF) et chercheure associée à la Chaire de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC).

Politologue de formation, elle a été impliquée dans le mouvement des femmes québécois et canadien depuis plus de dix ans comme militante et comme travailleuse. Sa contribution dans le milieu communautaire et féministe a porté notamment sur la mise en avant des facteurs d'inclusion et d'exclusion des femmes immigrantes à la participation civique, le sous-financement des organismes de femmes à caractère ethnoculturel, l'arrimage des revendications des femmes immigrées et racisées aux luttes féministes ainsi que le développement de projets favorisant l'empowerment de ces femmes, la lutte contre les discriminations et le racisme.

Elle a été aussi consultante en égalité entre les sexes, chargée de projet et responsable du Comité des femmes des communautés culturelles de la Fédération des femmes du Québec entre 2003 et 2008.



Pearl ELIADIS

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Pearl Eliadis vit à Montréal où elle travaille comme avocate dans le domaine des droits humains et de la gouvernance démocratique. Diplômée de l'université McGill et de l'université d'Oxford, elle a étudié le droit civil et la common law. Elle a travaillé pour les Nations unies, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, diverses ONG et des consortiums internationaux œuvrant dans les domaines des droits humains, des réformes légales et judiciaires et de l'*institution-building* en Chine, en Iraq, au Sri Lanka, au Timor Leste, au Tajikistan, en Éthiopie ainsi qu'au Népal. Elle a été conseillère senior pour deux commissions tenues entre 2001 et 2004 après le génocide au Rwanda.

Pearl Eliadis est membre du barreau du Québec et du barreau de l'Ontario. Elle siège à divers comités consacrés aux droits humains pour les barreaux québécois et canadiens. Elle s'est méritée la Médaille commémorative « Canada 125 », le prix « Femme de distinction » du YMCA en 2006 et le prix « Femme de l'année » du Conseil des femmes de Montréal en 2009.

Pearl Eliadis s'intéresse tout particulièrement aux droits des femmes et des enfants et a été présidente d'un refuge pour femmes dans la région de Montréal. Elle donne régulièrement des conférences, a co-édité trois ouvrages et publié de nombreux articles au sujet de l'immigration, des droits humain et des chartes des droits.



Thomas FACCHINETTI

Thomas Facchinetti est Délégué aux étrangers à l'État de Neuchâtel (Suisse), chef du service de la cohésion multiculturelle. Il est né le 18 mai 1961 à Friedrichshafen en République fédérale Allemande. Double nationalité Suisse - Italien. Il a été élu au parlement de la ville de Neuchâtel depuis 1997.

Il a fait ses études à Neuchâtel : formation en sciences sociales (animation socioculturelle, droit, sociologie et psychologie sociale). Ses principales activités professionnelles sont les suivantes : dirigeant d'un mouvement pour la jeunesse, co-fondateur et responsable de *Job Service* (institution spécialisée dans l'insertion professionnelle des jeunes), délégué cantonal aux étrangers depuis 1990 et chef du service de la cohésion multiculturelle.

Le Délégué aux étrangers assure le lien entre les autorités cantonales et les diverses collectivités étrangères ou multiculturelles ainsi que la direction du service cantonal chargé de l'application de la mission étatique de cohésion multiculturelle par la politique d'intégration des étrangers et de prévention du racisme.



Gilda FARRELL

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Chef de la Division pour la Recherche et le Développement de la Cohésion sociale au Conseil de l'Europe, Gilda Farrell a été directrice adjointe puis directrice de l'Observatoire européen des territoires LEADER, initiative de l'Union européenne pour le développement territorial chargée d'un travail d'analyse des bonnes pratiques de développement local et territorial, de septembre 1995 à mars 2000.

D'août 1994 à juillet 1995, elle a été expert-responsable du programme STRUDER de la Commission européenne d'appui au développement régional dans le cadre de la préparation à l'élargissement de l'Union. Gilda Farrell possède une maîtrise en économie et sciences politiques de l'Université York en Ontario et un doctorat en économie de l'Université libre des Études sociales de Rome.



Bergman FLEURY

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Bergman Fleury est spécialiste en sciences de l'éducation. Pendant longtemps il a œuvré dans l'enseignement et la formation du personnel scolaire et des gestionnaires. À la Commission scolaire de Montréal notamment, il a été responsable de plusieurs dossiers dans le domaine de l'éducation et des relations interculturelles et du plurilinguisme. Ses contributions à des recherches universitaires portent particulièrement surla réussite des jeunes issus des minorités ethnoculturelles.

Il est le président du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable créé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec. En novembre 2007, son rapport intitulé *Une école québécoise inclusive : dialogue, valeurs et repères communs* a permis de fournir aux gestionnaires du système scolaire un cadre institutionnel favorisant une meilleure prise en compte de la diversité culturelle et l'intégration des élèves de toutes origines. Ce rapport propose également un modèle de recherche de solutions pour assurer un meilleur vivre-ensemble.



Lamine FOURA

Membre du Conseil de direction d'Interculturalisme 2011

Lamine Foura est, depuis octobre 2001, ingénieur chez Bombardier Aéronautique. Il a apporté une contribution reconnue à titre d'assistant de recherche aux travaux du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le Montréal ethno-religieux de l'Université du Québec à Montréal de 2005 à 2007. Il a collaboré à l'émission *Bazzo.tv* sur les ondes de Télé-Québec entre 2006 et 2008.

Il a mis ses compétences au service du secteur public en occupant plusieurs postes : co-fondateur Secrétaire Général du Congrès maghrébin du Québec; depuis juillet 2002, il anime l'émission *Taxi Maghreb* sur les ondes de Radio Centre-Ville; entre 2003 et 2009, il a animé l'émission de télévision *La Caravane du Maghreb* (sur le Canal 14 CJNT Montréal); de 2001 à 2002, il a été chroniqueur à l'émission de télévision *Algérie Express* sur le Canal 14 CH Montréal. De 2003 à 2008, il a été membre de la Table Maghreb du Ministère de l'immigration et des communautés culturelles du gouvernement du Québec.

Il est une personne-ressource pour le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec ainsi que pour les médias québécois et canadiens en ce qui concerne les questions liées à la communauté arabo-musulmane au Québec. Il est membre actif du groupe de dialogue interreligieux chrétien-musulman du Québec.



François FOURNIER

Directeur exécutif d'*Interculturalisme 2011*

François Fournier (M.A Science politique, Ph.D. Sociologie) est professionnel de recherche depuis une vingtaine d'années. Il a travaillé et publié sur plusieurs questions : parentalité; populations vulnérables et stigmatisées; bioéthique; vie privée et confidentialité des informations de santé; droits de la personne, relations interculturelles, racisme et immigration.

En 2007-2008, il était analyste senior à la Commission Bouchard-Taylor. Depuis 2008, il travaille, à la Chaire de recherche du Canada sur l'étude comparée des imaginaires collectifs, sur diverses thématiques liées à l'immigration et aux modèles d'intégration. Il s'intéresse aussi à l'étude des discours antipluralistes au Québec et en Occident.



Nicole GIRARD

Nicole Girard possède une vaste expérience dans plusieurs domaines se rapportant à la citoyenneté et à l'immigration. Elle occupe actuellement le poste de directrice générale intérimaire de la Direction générale de la citoyenneté et du multiculturalisme à Citoyenneté et Immigration Canada. Auparavant, elle occupait le poste de directrice, Direction de la législation et de la politique de programme.

Son expérience à diriger l'élaboration de politiques dans des domaines diversifiés, notamment l'exécution de la loi, la politique stratégique, les réfugiés, la citoyenneté et le multiculturalisme, lui a permis de contribuer à l'élaboration de réformes législatives et réglementaires. À ce titre, elle a contribué à la conception et à l'application de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 1999 à 2002, et dirigé la mise en œuvre de changements apportés à la *Loi sur l'immigration* en 2009.

Elle a participé à différentes discussions portant sur l'immigration, les réfugiés et la citoyenneté en Europe, aux États-Unis et en Australie.



Irena GUIDIKOVA



Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Diplômée en Sciences politiques de l'Université de Sofia (Bulgarie), et en Philosophie politique de l'Université de York (Royaume-Uni), elle travaille au Conseil de l'Europe depuis 1994. Elle commence sa carrière à la Direction de la Jeunesse et du Sport, où elle développe et met en œuvre un important programme de recherche pour un projet transversal de trois ans sur l'avenir de la démocratie en Europe. Elle occupe ensuite la fonction de conseiller en politique au Cabinet du Secrétaire général. Elle est actuellement chef de la Division des politiques culturelles, de la diversité et du dialogue.

Elle s'engage ainsi professionnellement dans des domaines qui joignent les institutions publiques et la société : les politiques publiques et le changement social, le développement technologique et l'innovation politique, l'analyse et le conseil politique, le développement et la mise en œuvre de stratégies.



Assia KADA



Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Assia Kada est diplômée en informatique de gestion. Après dix années d'enseignement et une grande implication bénévole dans la défense des droits en emploi des femmes démunies et non instruites, Mme Kada a réorienté sa carrière. En 1990, elle suit une formation en intervention sociale et en recherche interculturelle. À titre d'intervenante sociale, elle travaille dix ans auprès des femmes immigrantes victimes de violence conjugale. Consultante au Centre d'Étude et d'Intervention en Recherche Interculturelle, elle forme les intervenants du milieu de la santé et des services sociaux en communication et compréhension interculturelle.

En 1996, après une formation en ethnopsychiatrie de deux ans, elle se joint à l'équipe transculturelle de l'hôpital Jean-Talon (Montréal) où elle agit à titre de co-thérapeute auprès des familles de toutes origines présentant différents problèmes pendant plus de dix ans.

En 2000, elle entre en fonction au poste de la direction générale de La Fondation de la tolérance, organisme sans but lucratif qui œuvre à la promotion du respect de la différence auprès des jeunes dans les écoles secondaires du Québec. Grâce à sa croissance et à l'expansion de son offre éducative, La Fondation est aujourd'hui reconnue comme un acteur de premier plan dans la prévention de la discrimination sous toutes ses formes, de l'exclusion, de la violence et des crimes haineux. Mme Kada y travaille jusqu'à ce jour.



Aïda KAMAR

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Diplômée en philosophie et en communication, Aïda Kamar a d'abord fait carrière au Liban, son pays d'origine, en enseignement de la philosophie puis en journalisme écrit et télévisé avant de se consacrer à la gestion de grands dossiers dont celui de la francophonie. Elle accompagna le dossier de la francophonie à la Présidence de la République libanaise et poursuivit son travail au Québec où elle s'installa en 1990 et fut nommée, en 2004, par l'Assemblée nationale, Chevalière de l'Ordre de la Francophonie. Sa conviction profonde d'une société québécoise, riche de sa diversité artistique et économique, alimente et anime toute sa carrière au Québec. C'est à ce titre qu'elle a reçu l'Ordre National du Québec en 2008.

Femme d'engagement et de passion, c'est au dialogue des peuples, des cultures et des générations qu'elle croit profondément. C'est donc dans le cadre de la diversité et de l'interculturalité qu'elle fit sa marque auprès de nombreux ministres et collabora avec plusieurs ministères.

Elle est présidente fondatrice de Vision Diversité, OBNL qu'elle dirige et dont le mandat est de mobiliser les milieux québécois de la culture, des affaires et de l'éducation afin de faire de la diversité une véritable force de développement pour le Québec et ce, grâce à de multiples initiatives économiques et culturelles, et afin d'éviter le gaspillage des diplômés, des artistes et des réseaux de gens d'affaires québécois de toutes origines.



Will KYMLICKA

Will Kymlicka a obtenu un B.A. en philosophie et en politique de l'université Queen's en 1984 et un doctorat en philosophie de l'Université d'Oxford en 1987. Ses travaux portent sur la façon dont les pays démocratiques abordent les questions liées à la diversité ethnique, raciale et religieuse, et plus particulièrement sur la théorie et la pratique de la citoyenneté multiculturelle au Canada. Il a publié six ouvrages à la Oxford University Press, dont *Multicultural Citizenship* (1995), *Finding Our Way: Rethinking Ethnocultural Relations in Canada* (1998) et *Multicultural Odysseys: Navigating the New International Politics of Diversity* (2007). Il a co-édité *Citizenship in Diverse Societies* (2000) et *Multiculturalism and the Welfare State* (2006).

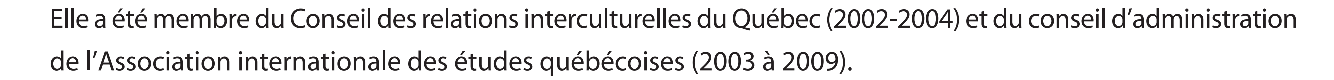
Titulaire d'une chaire de recherche du Canada en philosophie politique à l'université Queen's, il est actuellement professeur invité au centre d'Études du nationalisme à l'Université d'Europe centrale à Budapest. Ses travaux ont été traduits dans trente-deux langues. Will Kymlicka est fréquemment sollicité à titre de conseiller auprès des gouvernements et des organisations internationales.



Micheline LABELLE

Micheline Labelle est professeure titulaire au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et titulaire de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) et de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations. La CRIEC est membre de la Commission canadienne de l'UNESCO.

Ses recherches portent notamment sur les politiques d'immigration et d'aménagement de la diversité (multiculturalisme, interculturalisme), le nationalisme québécois et les processus de racisation. Elle a récemment publié *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois* (avec F. Rocher, 2004), *Le devoir de mémoire et les politiques du pardon* (avec R. Antonius et G. Leroux, 2005), *Immigration et multiculturalisme : les associations arabo-musulmanes face à l'État canadien et québécois* (avec F. Rocher et R. Antonius, 2009) et *Racisme et antiracisme au Québec. Discours et déclinaisons* (2010). Elle a réalisé des études dans le cadre de la Coalition internationale des villes contre le racisme pour l'UNESCO.



Elle a été membre du Conseil des relations interculturelles du Québec (2002-2004) et du conseil d'administration de l'Association internationale des études québécoises (2003 à 2009).





Frank LECHNER

Frank Lechner est professeur de sociologie à l'université Emory (Atlanta). Né à Amsterdam, il a déménagé aux États-Unis en 1979 pour effectuer des études supérieures à l'Université de Pittsburgh.

Ses derniers travaux portent principalement sur la mondialisation. Parmi eux, nous pouvons citer : *World Culture: Origins and Consequences* (2005, en collaboration avec John Boli), *The Netherlands: Globalization and National Identity* (2008) et *Globalization: The Making of World Society* (2009). Il a co-édité avec John Boli *The Globalization Reader* (quatrième édition, 2011). Il a également publié des articles sur la religion aux Pays-Bas et sur le soccer.



Peter LEUPRECHT

Peter Leuprecht est docteur en droit de l'Université d'Innsbruck (Autriche). En 1958-1961, il a été assistant à la Faculté de Droit de l'Université d'Innsbruck et inscrit au barreau. En 1961-1997, il a été fonctionnaire au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe (Strasbourg, France); en 1976-1980, Secrétaire du Comité des Ministres; en 1980-1993, Directeur des Droits de l'Homme. En 1993, il a été élu Secrétaire Général Adjoint. Il quitte son poste avant terme en raison d'un désaccord avec la dilution des standards du Conseil de l'Europe.

Il a enseigné aux Universités de Strasbourg et Nancy ainsi qu'à l'Académie de Droit Européen de Florence. Il est l'auteur de nombreuses publications en matière de droit international et de droits de la personne. En 1997-1999, il a été professeur invité à la Faculté de Droit de l'Université McGill et au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et conseiller au Ministère canadien de la Justice. De 1999 à 2003, il a été Doyen de la Faculté de Droit de l'Université McGill. De 2004 à 2008, il a été Directeur de l'Institut d'Études Internationales de Montréal et Professeur de droit international public au Département des sciences juridiques de l'UQAM.

En 1991, il a reçu le prix du Civisme Européen et, en 2001, le Prix des Droits de la Personne de la *Lord Reading Law Society* en 2001. De 2000 à 2005, il a été représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Cambodge.





Marie McANDREW

Marie McAndrew est professeure titulaire au département d'administration et fondements de l'éducation de l'Université de Montréal. Elle est spécialisée dans l'éducation des minorités et l'éducation interculturelle. De 1989 à 1991, elle a été étroitement associée à l'élaboration et à la diffusion de l'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration *Au Québec pour bâtir ensemble*.

De 1996 à 2002, elle a été directrice d'*Immigration et métropoles*, le centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine. De 1993 à 2004, Marie Mc Andrew a coordonné le Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE). Depuis juin 2003, elle est titulaire de la Chaire en relations ethniques de l'Université de Montréal et s'est vu octroyer en juin 2006, une Chaire de recherche du Canada, niveau 1, par le CRSH.

En juin 2005, elle a reçu le Prix québécois de la citoyenneté Jacques-Couture pour le rapprochement interculturel, en reconnaissance de l'impact de son engagement en matière de recherche et de dissémination sur le développement de politiques publiques mieux adaptées à la réalité pluraliste. Elle a siégé également au Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire, créé par le ministre de l'Éducation du Québec en octobre 2006. Elle a aussi été membre du comité-conseil de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles en 2007-2008.







Geneviève NOOTENS

Membre du comité exécutif d'*Interculturalisme 2011*

Geneviève Nootens est professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la démocratie et la souveraineté. Elle est membre du Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP), du Centre de recherche sur la diversité au Québec (CRIDAQ) et du réseau *Ethnicity and Democratic Governance*.

Elle a contribué à plusieurs ouvrages collectifs, dont *National Cultural Autonomy and its Contemporary Critics* (Routledge, 2005) et *After the Nation?* (Palgrave Macmillan, 2010). Elle a codirigé, avec Alain-G. Gagnon et André Lecours, *Les nationalismes majoritaires contemporains. Identité, mémoire, pouvoir* (Montréal, Québec Amérique, 2007). Elle a aussi codirigé avec André Lecours *Dominant Nationalism, Dominant Ethnicity: Identity, Federalism and Democracy* (Peter Lang, 2009) et, avec Ryoa Chung, *Le cosmopolitisme : enjeux et débats contemporains* (Presses de l'Université de Montréal, 2010).

Elle est l'auteur de *Désenclaver la démocratie. Des huguenots à la paix des Braves* (Montréal, Québec Amérique, 2004) et de *Souveraineté démocratique, justice et mondialisation* (Liber, 2010). Elle a également publié dans *Nations and Nationalism* et dans *Contemporary Political Theory*.

Ólöf Thorhildur ÓLAFSDÓTTIR

Mme Ólöf Thorhildur Ólafsdottir est Directrice de l'Éducation et des Langues au Conseil de l'Europe. Elle a débuté sa carrière professionnelle en 1982 après des études supérieures de littérature et d'histoire en France, où elle a obtenu un doctorat de troisième cycle en lettres modernes (littérature politique de la 3e République) en 1982. De 1982 à 1987, elle a enseigné la littérature comparée et la littérature française à l'Université d'Islande à Reykjavik. En janvier 1988, elle a joint le Secrétariat du Conseil de l'Europe comme Administratrice à la Division du Patrimoine historique. Entre 1990 et 1993, elle a été Secrétaire du Comité de la Culture, de l'Éducation et des Médias du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux d'Europe.

En 1993, elle a été promue Chef de la Division de l'Égalité entre les hommes et les femmes, à la Direction Générale des Droits de l'Homme, poste qu'elle occupa jusqu'à l'été 2002 avant de joindre la Direction de l'Éducation et des Langues en qualité de Chef de la Division de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme. Elle a été promue Chef du Service de l'Éducation scolaire et extra-scolaire au sein de la même Direction en octobre 2002 et occupe actuellement le poste de Directrice depuis le 1er décembre 2010.



Stephan REICHHOLD

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Depuis 1989, Stephan Reichhold est directeur général de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Il est responsable de la coordination et du développement du regroupement national de 140 organismes communautaires œuvrant auprès des personnes réfugiées, immigrantes et sans statut au Québec. Il participe activement à la coopération et à la vigilance critique en rapport avec la conception et l'élaboration des politiques et programmes gouvernementaux en matière d'immigration et d'intégration.

De 1978 à 1988, il a assuré une collaboration régulière, à titre de formateur et chercheur, avec l'Office franco-allemand pour la jeunesse (Bonn), Centre européen de la jeunesse (Strasbourg), Arbeit und Leben (Düsseldorf), Peuple et Culture (Paris), Culture et Liberté (Paris), Internationale Begegnungsstätte Jagdschloss Glienicke (Berlin), Wannseeheim (Berlin), Greenpeace Allemagne (Hambourg).

Il est membre permanent du Comité d'orientation du Centre Métropolis du Québec – Immigration et Métropoles depuis 1998 (Réseau canadien de Métropolis) et a été membre du Conseil des relations interculturelles du Québec de 2002 à 2010. Il est membre du Comité de direction de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté de l'Université du Québec à Montréal.



Patricia RIMOK

Madame Patricia Rimok est présidente du Conseil des relations interculturelles du Québec (CRI) depuis octobre 2003. Ce conseil est un organisme gouvernemental de consultation et de recherche. Sa principale fonction est de conseiller la Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles sur toute question relative aux relations interculturelles, à l'intégration des immigrants et à la gestion de la diversité.

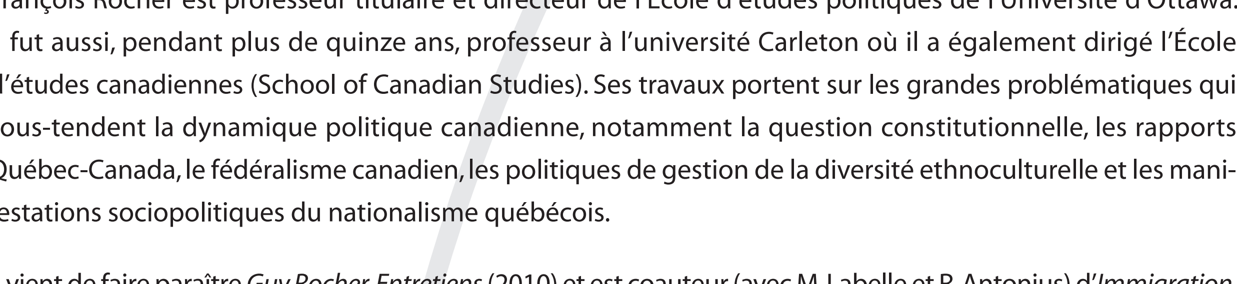
Quelques réalisations récentes sous sa gouverne incluent un avis sur les services de garde : *L'accessibilité aux services de garde : une partie prenante de l'intégration des familles immigrantes au Québec*, un avis sur les médias et la publicité : *Une représentation et un traitement équitables de la diversité ethnoculturelle dans les médias et la publicité*, un *Avis sur la prise en compte et la gestion de la diversité ethnoculturelle* et un *Rapport du sondage EDIT-Entreprises diversifiées et talentueuses mené auprès des entreprises québécoises, de juin à novembre 2008.*

Madame Rimok est diplômée en communication et en sciences politiques de l'Université McGill et de l'Université de Montréal.



François ROCHER

François Rocher est professeur titulaire et directeur de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il fut aussi, pendant plus de quinze ans, professeur à l'université Carleton où il a également dirigé l'École d'études canadiennes (School of Canadian Studies). Ses travaux portent sur les grandes problématiques qui sous-tendent la dynamique politique canadienne, notamment la question constitutionnelle, les rapports Québec-Canada, le fédéralisme canadien, les politiques de gestion de la diversité ethnoculturelle et les manifestations sociopolitiques du nationalisme québécois.



Il vient de faire paraître *Guy Rocher. Entretiens* (2010) et est coauteur (avec M. Labelle et R. Antonius) d'*Immigration, diversité et sécurité : les associations arabo-musulmanes face à l'État au Québec et au Canada* (2009). Il a également codirigé plusieurs volumes, dont *Essential Readings in Canadian Government and Politics* (2010) (avec P.H. Russell, D. Thompson et L.A. White); *Politics in North America. Redefining Continental Relations* (2007) (avec Y. Abu-Laban, R. Jhappan); *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois* (2004) (avec M. Labelle); et *The Conditions of Diversity in Multinational Democracies* (2003) (avec A.-G. Gagnon et M. Guibernau).



Céline SAINT-PIERRE

Responsable-adjointe pour le Québec d'*Interculturalisme 2011*

Céline Saint-Pierre est professeure émérite de sociologie de l'Université du Québec à Montréal où elle a enseigné (l969-l991) et occupé le poste de vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche (1992-1996), pour ensuite assumer la fonction de présidente du Conseil supérieur de l'éducation (1997-août 2002). Par la suite, elle a occupé le poste de directrice de la Chaire Fernand-Dumont sur la culture (INRS-UCS, 2002-2004) et a été vice-présidente Innovation et transfert au CEFRIO (2005-2008).

Elle a été membre de plusieurs commissions et conseils aviseurs au gouverment du Québec : le Conseil du statut de la femme (1985-l989), la Commission des états généraux sur l'éducation (l995-l996), le Comité d'experts sur le financement de la formation continue (MELS et MSSS, 2003-2004) et le comité-conseil de la Commission consultative Bouchard-Taylor (CCPARDC, 2007-2008).

Elle est actuellement membre de plusieurs conseils d'administration et comités-conseil d'institutions académiques et d'organismes communautaires dans le domaine de l'éducation, du développement social et de la mobilisation des connaissances.



Emilio SANTORO

Emilio Santoro est né à Parme (Italie) en 1963. Il est professeur adjoint de philosophie et de sociologie du droit à la Faculté de droit de l'Université de Florence où il donne des cours sur le droit de l'immigration. Il est membre du comité éditorial de plusieurs périodiques nationaux et internationaux.

Il a obtenu un doctorat en sciences sociales et politiques à l'Institut universitaire européen. Il a été professeur invité dans plusieurs universités anglaises et américaines et supervise plusieurs projets de recherches internationaux pour l'Université de Florence, notamment avec des universités brésiliennes. Il a dirigé trois projets subventionnés par l'Union européenne sur la citoyenneté européenne et l'intégration sociale et politique au sein de l'Union européenne, les droits humains et la sécurité, et la contextualisation des coûts associés à la répression du crime.

Il a fondé et dirige *L'altro diritto* ONLUS. Ce centre de documentation sur les prisons, la marginalité et la déviance fournit des conseils légaux aux prisonniers des principaux centres d'incarcération en Toscane ainsi que des conseils sur les questions liées à l'immigration auprès des gouvernements locaux (près de deux cents municipalités toscanaises). Ses travaux portent principalement sur la sociologie du châtiment, l'autorité de la loi, le droit et la mondialisation, la gouvernance des sociétés multiculturelles, l'autonomie des individus et le droit de l'immigration.



Leslie SEIDLE

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Leslie Seidle est directeur de recherche du programme Diversité, immigration et intégration de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), conseiller principal en politiques auprès du Forum des fédérations et expert-conseil en politiques publiques. Il a occupé auparavant des postes de direction au gouvernement du Canada, notamment celui de directeur général des politiques stratégiques et de la recherche dans la direction des Affaires intergouvernementales, au Bureau du Conseil privé (1996-2002). Il a été directeur de recherche (gouvernance) à l'IRPP (1992-1996) et coordonnateur principal de la recherche de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis (1990-1991).

Auteur de l'ouvrage *Rethinking the Delivery of Public Services to Citizens* (1995), M. Seidle a publié de nombreux articles sur les politiques d'immigration, la réforme électorale et constitutionnelle, la gestion publique et le financement politique. Il a dirigé ou codirigé la publication de douze livres, notamment *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada* (2007) et l'étude comparative *Reforming Parliamentary Democracy* (2003).



Michel VENNE

Membre du Conseil de direction d'*Interculturalisme 2011*

Michel Venne est directeur général et fondateur de l'Institut du Nouveau Monde (INM). Michel Venne est *fellow* de l'organisation internationale Ashoka, un réseau de 2000 innovateurs sociaux à l'échelle mondiale.

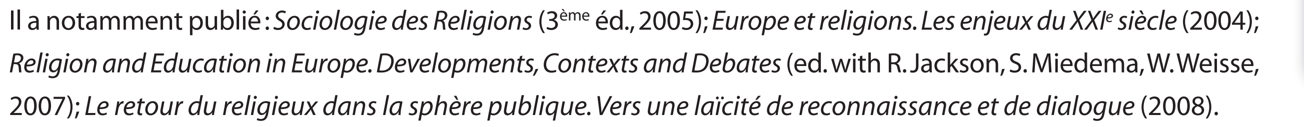
En 2007, il a été nommé par le gouvernement du Québec vice-président du Groupe de travail (Castonguay) sur le financement du système de santé. En tant que journaliste, il a occupé au quotidien *Le Devoir*, de Montréal, de 1990 à 2006, les fonctions de correspondant parlementaire à l'Assemblée nationale, d'éditorialiste, de directeur de l'information, puis de chroniqueur.

La qualité de son travail journalistique a été reconnue par l'attribution du prix Judith-Jasmin (mention presse écrite) en 1993 et de la Bourse Michener en 1997. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Souverainistes, que faire ?* et *Les Porteurs de liberté*. Il a dirigé plusieurs ouvrages collectifs, dont *100 idées citoyennes pour un Québec en santé; Justice, démocratie et prospérité – L'avenir du modèle québécois*; et *Penser la nation québécoise*.



Jean-Paul WILLAIME

Jean-Paul Willaime est né en 1947 à Charleville (France). Il est Docteur ès sciences religieuses (1975) et Docteur en sociologie (1984). Après avoir enseigné à l'Université de Strasbourg, il est, depuis 1992, Directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, Sorbonne, Paris. Membre du laboratoire *Groupe Société, Religions, Laïcités* (EPHE-CNRS), il a dirigé de 2005 à 2010 l'Institut Européen en Sciences des Religions.



Il a notamment publié : *Sociologie des Religions* (3ème éd., 2005); *Europe et religions. Les enjeux du XXIe siècle* (2004); *Religion and Education in Europe. Developments, Contexts and Debates* (ed. with R. Jackson, S. Miedema, W. Weisse, 2007); *Le retour du religieux dans la sphère publique. Vers une laïcité de reconnaissance et de dialogue* (2008).

